



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **Marché de Travaux Extension - Restructuration de la dialyse sur le site du Centre Hospitalier Louis Pasteur de Dole**

### **MAPA**

La procédure mise en œuvre pour ce marché est une procédure adaptée, conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique

#### Etablissement Support

CHU de Besançon  
DPIMS – Département travaux  
3 boulevard Alexandre Fleming  
25030 Besançon cedex

Tel : 03 81 21 80 77

Mail : [ntp@chu-besancon.fr](mailto:ntp@chu-besancon.fr)

#### Etablissement partie












CH Louis pasteur  
DMODD – Services techniques  
Av Leon Jouhaux  
CS 20079  
39108 Dole Cedex

Affaire suivie par : Philippe BRUNEAU

Ingénieur responsable technique

Tél : 03 84 79 68 51

Mail : [travaux.ingenieur@ch-dole.fr](mailto:travaux.ingenieur@ch-dole.fr)

L'ESSENTIEL DU CONTRAT		
	Objet	Travaux d'extension restructuration de la dialyse du CH Louis pasteur de DOLE
	Type de contrat	MAPA
	Nombre de lots	7 Lots
	Tranches optionnelles	NON
	Clauses sociales	NON
	Clauses environnementales	NON
	Durée / Délai	Prévisionnelle : Préparation : 2 mois Phase 1 : Durée du chantier extension réhabilitation = 13,5 mois Phase 2 : Travaux préparatoires 6B = 2 mois inclus dans la phase 1
	Reconduction	NON
	Prix	Forfaitaire
	Variation des prix	OUI
	Avance	OUI

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
2 – IDENTIFICATION des PARTIES .....	6
2.1 – Identification de l’acheteur :.....	6
2.2 – Assistance à Maitrise d’ouvrage .....	6
2.3 - Maîtrise d'œuvre.....	6
2.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	7
2.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	7
2.6 - Contrôle technique .....	7
2.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	7
3 - Pièces contractuelles.....	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	8
5 - Protection des données à caractère personnel .....	8
6 - Durée et délais d'exécution.....	8
6.1 - Délai global prévisionnel d'exécution des prestations .....	8
6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	9
6.4 - Délais d'exécution des 2 localisations de travaux.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
7.2 - Modalités de variation des prix .....	10
7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	11
7.4 - Répartition des dépenses communes.....	11
8 - Garanties Financières .....	11
9 - Avance .....	11
9.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	11
9.2 - Garanties financières de l'avance .....	11
10 - Modalités de règlement des comptes.....	12
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	12
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	12
10.3 - Délai global de paiement .....	12
10.4 - Paiement des cotraitants .....	12
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	12
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	12
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	13
11.2 - Implantation des ouvrages .....	13
11.3 - Préparation et coordination des travaux.....	13
11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	13
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	13
11.3.3 - Registre de chantier.....	14
11.4 - Etudes d'exécution.....	14
11.5 - Installation et organisation du chantier.....	15
11.5.1 - Installation de chantier.....	15
11.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais .....	15
11.5.3 - Application de réglementations spécifiques .....	15
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	15
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	15
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	16
11.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	16
12 - Développement durable .....	16

13 - Réception .....	16
13.1 - Réception des travaux .....	16
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception .....	16
13.1.2 - Epreuves concluantes .....	16
14 - Garantie des prestations .....	16
15 - Pénalités .....	16
15.1 - Pénalités de retard .....	17
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	17
15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	17
16 - Assurances .....	17
17 - Clause de réexamen .....	18
18 - Résiliation du contrat .....	18
18.1 - Conditions de résiliation .....	18
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	19
19 - Règlement des litiges et langues .....	19
20 - Dérogations .....	19

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Deux phases de travaux :**

**Phase 1 : les travaux d'extension et restructuration du service de dialyse**

**Phase 2 : les travaux d'adaptation du niveau 6B du Centre Hospitalier Louis Pasteur de Dole**

Les objectifs principaux de cette opération sont :

- Aménager en temps masqué sur une phase 2 le plateau du niveau 6B du tripode historique de l'hôpital pour en faire une dialyse provisoire le temps des travaux pour un capacitaire de 12 postes
- En Phase 1 Construire une extension et réhabiliter le plateau de dialyse existant afin de créer 16+1 postes de dialyse : les travaux d'extension (coté garage et coté patio) se feront pendant que le service de dialyse actuel fonctionnera
- Réaliser les travaux en un temps le plus optimisé possible
- Ne pas perturber l'activité du service de dialyse « SantélyS » situé au RDC de la dialyse actuel pendant les travaux

Nota : la dépollution (le désamiantage) sera réalisée en avance de phase du marché de travaux et par un prestataire « accord cadre » du maitre d'ouvrage. Ces tâches seront intégrées dans le planning général des travaux de l'opération

La surface concernée par le projet est de 857m<sup>2</sup> SDO avec une répartition de 576m<sup>2</sup> de SDO existante et 281m<sup>2</sup> de SDO d'extension.

Lieu(x) d'exécution :

- Phase 1 : Etage 1 du plateau de dialyse actuel avec interfaces au RDC du bâtiment
- Phase 2 : Etage 6B du tripode historique pour les travaux préparatoires

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en **7 lots** :

Lot N°01		CLOS COUVERT
	A	TERRASSEMENTS - V.R.D.
	B	GROS OEUVRE
	C	ETANCHEITE
	D	MENUISERIES EXTÉRIEURES ALUMINIUM
	E	BARDAGE
	F	SERRURERIE
Lot N°02		SECOND OEUVRE
	A	CLOISONS - PEINTURES - PLAFONDS
	B	MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS - AGENCEMENT
	C	CHAPES
	D	SOLS SOUPLES
Lot N°03		PORTES AUTOMATIQUES
Lot N°04		GENIE CLIMATIQUE - PLOMBERIE
Lot N°05		FLUIDES MEDICAUX
Lot N°06		ELECTRICITE CFO - cfa
Lot N°07		MONTE-CHARGE

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

## 2 – IDENTIFICATION des PARTIES

### 2.1 – Identification de l'acheteur :

- **Statut de l'organisme**

L'organisme est un Etablissement Public de Santé.

- **Nom et Adresse de l'Etablissement support**

Centre Hospitalier Universitaire de Besançon  
3 boulevard Alexandre Fleming – 25030 Besançon Cedex  
Tel : 03 81 20 80 77

- **Personne représentant l'acheteur de l'établissement support**

M. le Directeur Général du CHU de Besançon

- **Nom et Adresse de l'Etablissement Partie**

CH Louis Pasteur  
DMODD – Services techniques  
Av Leon Jouhaux - CS 20079 - 39108 Dole Cedex  
Tel : 03 84 79 68 51

- **Personne représentant l'acheteur de l'établissement partie**

M. le Directeur Général du CH Louis Pasteur

### 2.2 – Assistance à Maitrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assistée d'un assistant à Maitrise d'ouvrage :

MUPY Conseil  
86 Rue Paul Bert  
69003 LYON

### 2.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Le groupement de maîtrise d'œuvre dont le cabinet d'architecte « **FERREUX REICHARDT & FERREUX ARCHITECTES** » est mandataire.

Le groupement est représenté par :

- Richard FERREUX Architecte mandataire  
170 rue du docteur Jean Michel 39000 Lons le Saunier
- Antoine Devaux Architecte  
170 rue du docteur Jean Michel 39000 Lons le Saunier
- SARL Bresse plans Structure BET Structures  
394, Route de Champ Bise 71 500 Sornay
- FEBUS Ingénierie BET Fluides  
13 rue du Golf 21800 Quetigny
- SASU HOMM OPC  
8, en Vallot 39 190 Val Sonnette

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est :

Mission principale : DIAG - ESQ - APS - APD - PRO – DCE-AMT – EXE- VISA- - SYNTH - DET - AOR  
Missions complémentaires : OPC, SSI, STD

## 2.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre, via le co-traitant SASU HOMM

## 2.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre via le co-traitant BET FEBUS ingénierie

## 2.6 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

ALPES CONTRÔLES  
Agence de Besançon  
17<sup>E</sup> rue Alain Savary  
25000 Besançon

Les missions confiées au titulaire du contrôle technique sont les suivantes (au sens du décret n°99-443) :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
S	Sécurité des personnes dans les constructions
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
att hand	Attestation d'accessibilité aux personnes handicapées
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
Th	Isolation thermique et économies d'énergie

Et missions complémentaires ;

F	Fonctionnement des installations
VIEL	Suivant le décret du 14 novembre 1988 et du 10 octobre 2000 visé par le décret N°99-443 du 28 mai 1999 et la norme NF P 03-100

## 2.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

MODD INGENIERIE  
12 rue de la gendarmerie  
39120 CHAUSSIN

### 3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement AE
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les cahiers des clauses techniques commune et particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG)
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC)
- Le permis
- Le RICT
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Les diagnostics avant travaux
- Le cadre du mémoire technique contractuel - justificatif des dispositions que l'entreprise propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Le planning prévisionnel d'exécution - DCE
- Les décompositions du prix global forfaitaire (DPGF)
- La nomenclature ainsi que toutes les pièces afférentes tant graphiques (architecturales et techniques) que des notes de calculs, rapports, tous documents constituant le DCE technique
- DC1 (Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses cotraitants)
- DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement)
- DC4 (Déclaration de sous-traitance)

### 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

### 6 - Durée et délais d'exécution

#### 6.1 - Délai global prévisionnel d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 15,5 mois intégrant 2 mois de préparation de chantier et 13,5 mois de travaux.

A noter qu'il est prévu 2 mois de travaux au 6B intégré dans le délai précédent afin de déménager le service de dialyse.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 05/01/2026 avec le démarrage de la période de préparation.



Les travaux sont réalisés alors en 2 phases :

Les travaux de la phase 1 seront les travaux d'extension de la dialyse et de réhabilitation du plateau existant : Les travaux d'extension démarrent à l'issue de la préparation et commenceront avec la dialyse en activité. Les travaux de la phase 2 concernent la mise à niveau du niveau 6B pour que le service déménage courant juin 2026. Ils démarreront donc en parallèle de la phase 1 selon le planning annexé à la consultation. Cela permettra d'effectuer les travaux de désamiantage du plateau vidé (hors consultation, temps estimé 1 mois) puis de réaliser les travaux de réhabilitation du présent marché en site vide (suite de la phase 1).

## **6.2 - Délai d'exécution**

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service.

*L'exécution des travaux débutera, pour les travaux d'extension, pour les travaux provisoires du 6B, et pour les travaux de réhabilitation à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.*

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## **6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution**

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint à la présente consultation.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est portée à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

### **Calendrier détaillé d'exécution**

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier.

Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à validation de l'architecte mandataire du groupement de MOE et le bureau d'études puis à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## **7 - Prix**

### **7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

## 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient **Cn** donné par les formules suivantes :

Lot(s)		Formules
<b>1</b>	<b>Clos Couvert</b> A Terrassement VRD B Gros Œuvre C Etanchéité D Men. Ext. Alu E Bardage F Serrurerie	$Cn = 0,15 + 0.85 (BT01 (n) / BT01 (o))$
<b>2</b>	<b>Second Œuvre</b> A Cloisons Peintures Plafonds B Men. Int. Bois Agencement C Chapes D Sols souples	$Cn = 0,15 + 0.85 (BT01 (n) / BT01 (o))$
<b>3</b>	Portes automatiques	$Cn = 0,15 + 0.85 (BT27 (n) / BT27 (o))$
<b>4</b>	Génie climatique / Plomberie	$Cn = 0,15 + 0.85 (BT41 (n) / BT41 (o))$
<b>5</b>	Fluides médicaux	$Cn = 0,15 + 0.85 (BT41 (n) / BT41 (o))$
<b>6</b>	Electricité CFO cfa	$Cn = 0,15 + 0.85 (BT47 (n) / BT47 (o))$
<b>7</b>	Monte-charge	$Cn = 0,15 + 0.85 (BT48 (n) / BT48 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n-6.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro n-6

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT01	Index du bâtiment – Tous corps d'état - Base 2010
02	BT01	Index du bâtiment – Tous corps d'état - Base 2010
03	BT27	Index du bâtiment – Fermeture de baies en aluminium - Base 2010
04	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
05	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
06	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
07	BT48	Index du bâtiment - Ascenseurs - Base 2010

### 7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

### 7.4 - Répartition des dépenses communes

Voir convention prorata joint au dossier de consultation

## 8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.  
**En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.**

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

## 9 - Avance

Une avance pourra être accordée aux titulaires, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'**option B** du CCAG - Travaux.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé

- à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ;
- si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par retenue sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 9.2 - Garanties financières de l'avance

Une garantie à première demande est demandée au titulaire sur le versement de l'avance.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En avant dépôt sur CHORUS PRO, le titulaire aura fait valider sa facture auprès du maître d'œuvre.

#### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26390004500018
- Code service : TEK
- Numéro d'engagement juridique : N° du marché

### 10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### 10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 11 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Toutes les spécifications techniques ne respectant pas les clauses du CCTC et des CCTP devront être soumises à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.C. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

### **11.2 - Implantation des ouvrages**

Un piquetage est prévu dans cette opération

### **11.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### **11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée **de 2 mois** incluant la période de préparation des travaux du 6B

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 20 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

#### **11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la

sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **11.3.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

### **11.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications du projet doivent également bénéficier d'un avis favorable du contrôleur technique sur ses missions mentionnées au présent CCAP.

## **11.5 - Installation et organisation du chantier**

### **11.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, avec à minima les prescriptions du CCTP et les plans d'installation de Chantier établis avec le DCE

### **11.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais**

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :

- Les matériaux et gravats pourront être entreposés uniquement dans les zones extérieures clôturées et délimitées spécifiquement.

### **11.5.3 - Application de réglementations spécifiques**

Particularité spécifique quant à la circulation à l'entrée du site :

- Concernant l'amenée des matériels/matériaux et/ou l'évacuation et au regard de l'étroitesse du site et des contraintes de maintien des activités, elles se feront par moyens adéquats à des plages horaires spécifiques qui sont à définir et à organiser avec la MOA. L'ensemble des emplacements définis dans les PIC et avec le MOA ne devront occasionner aucune gêne tant au niveau de la circulation des piétons (malades, personnel hospitalier, visiteurs, ...) que de la circulation des véhicules (ambulances, personnel médical, pompiers, ...), que des nuisances sonores engendrées pour les chambres situées à proximité immédiate.

Les zones autorisées sont définies par les clôtures de chantier du PIC et devront être adaptée autant que de besoin.

A noter qu'il est impératif de respecter l'interdiction absolue d'utiliser les voies et accès réservés aux ambulances, aux pompiers ou à tout autre personnel hospitalier.

- Ponctuellement, les livraisons ou évacuations importantes (ex : dépose mobilier, démolition cloisons, livraison et transport imposant, ...) pourront être acheminées via un autre accès à des plages horaires spécifiques restantes à définir avec la MOA.

#### Accès au niveau 6B

- les accès et évacuation des matériaux depuis le niveau 6B seront confirmés au PIC et avec le MOA pendant la période de préparation. Les autres niveaux de l'hôpital étant en activités, les flux devront se faire dans la plus grande discrétion, sans déroger aux parcours imposés.

Les horaires d'interventions des intervenants seront consolidés en concordance avec les horaires de l'hôpital. A noter que, pour éviter toute intrusion, cette entrée/issue doit être fermée entre l'heure, en fin de journée, en fin de chantier ou pour toute autre raison d'absence sur les lieux. (Cf. PIC du dossier DCE)

## **11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **11.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Les matériaux et gravats pourront être entreposés uniquement dans les zones extérieures clôturées et délimitées spécifiquement.

### **11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **11.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 250,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **12 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## **13 - Réception**

### **13.1 - Réception des travaux**

#### **13.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

Les travaux sont réalisés en 2 phases concomitantes car à 2 lieux différents :

- Phase 1 extension restructuration existant
- Phase 2 aménagement du niveau 6B

Ces 2 phases feront chacune l'objet d'opérations de réception.

La réception des phases se déroule simultanément pour tous les lots concernés.

Les titulaires avisent le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La décision relative à la réception sera ensuite notifiée aux titulaires des lots précités.

#### **13.1.2 - Epreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

## **14 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **15 - Pénalités**



### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1/3000 complétée de 200€ forfaitaire par jour calendaire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité	Journalière	300.00 €	Non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité, dont remarques en cours de chantier par le CSPS ou la MO liée à l'activité sanitaire, ou du plan d'installation de chantier
Absence de transmissions des fiches d'agrément des matériaux et matériels	Journalière	250.00 €	
Dépôt et stockage en-dehors des zones prévues	Journalière	250.00 €	
Absence ou retard de nettoyage du chantier ou évacuation des gravats et déchets	Journalière	250.00 €	
Absence de déclaration d'un sous-traitant	Forfaitaire	1000.00€	
Diffusion des DOE et autres documents nécessaires à la livraison de l'ouvrage	Journalière	300.00€	

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux (dérogation au délai), tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 7 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

### **Assurances du maître d'ouvrage**

Les assurances souscrites ou à souscrire par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- Assurance « Tous risques chantier » couvrant les dommages matériels accidentels occasionnés en cours de travaux aux ouvrages, équipements et matériaux
- Assurance "Dommages-ouvrages" garantissant les travaux de réparation des dommages couverts par la garantie décennale des constructeurs (dommages apparents ou non lors de la réception de travaux)
- Assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers lors de l'exécution des travaux

## **17 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- \* En cas de modification de l'ordre d'exécution des travaux.
- \* En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-

12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dérogations**

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1.1 du CCAP déroge aux articles 41.1 et 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG – Travaux

...§§§...